

UNION INTERPARLEMENTAIRE



INTER-PARLIAMENTARY UNION

Association des Secrétaires Généraux des Parlements

COMMUNICATION

de

Mme Barbara DITHAPO
Secrétaire générale de l'Assemblée nationale du Botswana

sur

« La participation des citoyens aux travaux du parlement »

Session de Manama
mars 2023

RENFORCER LA PARTICIPATION DU PUBLIC POUR UN PARLEMENT INCLUSIF EN VUE D'AMÉLIORER LA REDEVABILITÉ ET LA PRESTATION DE SERVICES – LE CAS DU PARLEMENT DU BOTSWANA

INTRODUCTION

Dans l'exercice de leurs fonctions législatives et de contrôle, un parlement représente ceux qui les ont élus au parlement. Pour qu'un parlement conserve sa légitimité, il est essentiel que la responsabilité envers les électeurs soit systématiquement rendue tout au long de la législature, plutôt qu'au moment des élections. Il est important que les citoyens aient amplement l'occasion de donner leur avis sur le travail du parlement et des parlementaires. (*Le rôle du Parlement dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable: un manuel parlementaire, 2019*)

L'idée que le Parlement peut être considéré comme un espace public où le public peut dialoguer avec ses représentants élus et participer aux processus de gouvernance et de prise de décisions qui le concernent est fondamentale pour la démocratie participative. Selon la Fondation de Westminster pour la démocratie, la démocratie participative doit être ancrée dans des institutions représentatives. Concrètement pour les parlements, cela signifie créer des espaces permettant aux citoyens et aux organisations de la société civile d'exprimer leurs opinions.

La participation du public renforce la représentation parlementaire et contribue à l'amélioration des lois et des politiques. En outre, il contribue à assurer la participation du public, la bonne gouvernance et la responsabilité du gouvernement envers les citoyens. Il promet la progression d'une simple démocratie représentative, où les citoyens participent simplement à l'élection de leurs représentants lors des élections, à une démocratie participative dans laquelle les citoyens sont actifs et impliqués dans la prise de décision sur une base continue. Une citoyenneté active conduira invariablement à une démocratie plus ouverte, dynamique et robuste.

L'accès des citoyens au parlement est impératif dans une démocratie. Cela est particulièrement important pour faciliter la participation du public, ce qui implique dans l'ensemble :

- Fournir de l'information pour aider les gens à comprendre des enjeux, des opportunités ou des problèmes, et des solutions alternatives
- Obtenir la contribution du public sur des questions examinées par le Parlement ;
- Tenir compte des contributions du public lors de la prise de décisions... consulter le public dans le cadre du processus de conception ou de prise de décisions, y compris pour déterminer des solutions alternatives ou des solutions privilégiées ;

Pour une représentation efficace, les Députés doivent engager leurs électeurs dans un dialogue continu afin de comprendre leurs points de vue et leurs points de vue sur les questions de développement national et d'élaboration des politiques. Par conséquent, les Députés devraient alors utiliser les pouvoirs conférés à leur charge (c.-à-d. légiférer, contrôler, affecter des crédits budgétaires) pour exprimer ces aspirations et ces idées. Les Députés ont également la possibilité, par l'entremise des comités parlementaires, d'utiliser la structure officielle du Parlement pour mobiliser les électeurs et leur donner un accès direct au processus décisionnel au sein de l'institution.

PRINCIPES POUR LA PARTICIPATION DU PUBLIC

- Le public devrait avoir son mot à dire dans les décisions concernant les actions qui pourraient affecter la vie de ses membres
- La participation du public comprend la promesse que la contribution du public influencera la décision

- La participation du public favorise la prise de décisions durables en reconnaissant et en communiquant les besoins et les intérêts de tous les participants, y compris les organismes décisionnels
- La participation du public recherche et facilite la participation de ceux qui sont susceptibles d'être touchés par une décision ou intéressés par celle-ci
- La participation du public sollicite les contributions des participants pour concevoir la façon dont ils participent
- La participation du public fournit aux participants les informations dont ils ont besoin pour participer de manière significative
- La participation du public communique aux participants comment leurs commentaires ont influé sur la décision

SPECTRE DE PARTICIPATION DU PUBLIC

Selon l'Association internationale pour la participation du public (AIP2), le spectre de la participation du public décrit le rôle du public (ou de la communauté) dans la planification et la prise de décision, et l'influence de la communauté sur les processus de planification ou de prise de décision. Il identifie cinq niveaux de participation du public (ou engagement communautaire). Plus on se situe à droite sur le spectre, plus la communauté a de l'influence sur les décisions, et chaque niveau peut être convenable en fonction du contexte. (AIP2, 2017)

INCREASING IMPACT ON THE DECISION 

	INFORM	CONSULT	INVOLVE	COLLABORATE	EMPOWER
PUBLIC PARTICIPATION GOAL	To provide the public with balanced and objective information to assist them in understanding the problem, alternatives, opportunities and/or solutions.	To obtain public feedback on analysis, alternatives and/or decisions.	To work directly with the public throughout the process to ensure that public concerns and aspirations are consistently understood and considered.	To partner with the public in each aspect of the decision including the development of alternatives and the identification of the preferred solution.	To place final decision making in the hands of the public.
PROMISE TO THE PUBLIC	We will keep you informed.	We will keep you informed, listen to and acknowledge concerns and aspirations, and provide feedback on how public input influenced the decision. We will seek your feedback on drafts and proposals.	We will work with you to ensure that your concerns and aspirations are directly reflected in the alternatives developed and provide feedback on how public input influenced the decision.	We will work together with you to formulate solutions and incorporate your advice and recommendations into the decisions to the maximum extent possible.	We will implement what you decide.

Pour assurer la participation et la représentation du public, les parlements doivent être dotés des capacités institutionnelles nécessaires pour faciliter la fonction de représentation. Les repères indiquent que les parlements ont mis au point des programmes de vulgarisation dans le but de faciliter la circulation de l'information à l'intérieur et à l'extérieur du parlement. Enfin, il est devenu évident que les parlements disposent d'un certain nombre de moyens leur permettant de renforcer leur rôle de représentation et d'améliorer la participation du public, soit par une présence physique dans les régions géographiques par l'intermédiaire des bureaux de circonscription, soit par l'amélioration des télécommunications et des activités de sensibilisation. Les progrès technologiques ont également contribué à la manière dont les parlements font participer et impliquent les citoyens et les parlements devraient tirer parti de cette croissance, en particulier compte tenu des expériences récentes de déclenchement de pandémies.

Les parlements démocratiques efficaces mènent des activités de sensibilisation auprès des citoyens sur une base régulière. Un parlement peut diffuser ses sessions par la télévision ou la radio, la plupart ont maintenant des sites Web et des publications conçues pour aider à inclure les citoyens dans le processus politique. Etant donné que les citoyens ne peuvent pas savoir comment ils sont représentés si le parlement est non-transparent et les députés peu communicatifs, la transparence a une incidence importante sur la fonction représentative.

PARTICIPATION DU PUBLIC AU PARLEMENT DU BOTSWANA

Modèle de participation du public

Le Parlement du Botswana a élaboré un modèle de participation du public en 2018 avec l'aide de la Fondation Westminster pour la Démocratie (WFD). L'assistance a été fournie dans le cadre d'un protocole d'accord signé entre la WFD et l'Assemblée Nationale du Botswana (NAB) pour aider la NAB à

mettre en place un Parlement efficace et efficient, participatif et engagé avec les citoyens du Botswana.

Le modèle de participation du public repose sur l'idée que, dans une configuration démocratique, le parlement devrait être un moyen efficace d'ouvrir les processus parlementaires à la participation du public. En élaborant ce modèle, nous avons pris en exemple le modèle sud-africain et nous nous en sommes inspirés, lequel nous avons interagi et dont nous avons eu l'occasion de discuter avec nos collègues voisins.

Grâce à ce modèle, l'Assemblée nationale du Botswana reconnaît que la participation du public renforce la représentation parlementaire et contribue à l'amélioration des lois et des politiques. En outre, il contribue à assurer la participation du public, la bonne gouvernance et la redevabilité du gouvernement envers les citoyens.

Mission, Vision and Valeurs

Le Parlement du Botswana est une législature monocamérale composée de l'Assemblée nationale (NAB) dont la fonction est de légiférer, de représenter le peuple et d'exercer un contrôle sur l'exécutif. Il comprend également le Ntlo ya Dikgosi qui est un organe consultatif auprès de la NAB. Le service/l'administration parlementaire fournit un soutien aux députés afin qu'ils puissent s'acquitter de leurs rôles législatifs, de contrôle et de représentation. Pour ce faire, des conseils en matière de procédure, un soutien administratif et des services d'information sont fournis de manière transparente et en temps opportun.

Le mandat institutionnel de mise en œuvre de la participation du public découle de la mission et du plan stratégique de la NAB. La mission du Parlement du Botswana énonce clairement que « le Parlement existe pour faire légiférer, assurer le contrôle et *promouvoir la gouvernance participative* pour la paix, l'ordre et le bon gouvernement du Botswana ». C'est cet énoncé de mission qui résume l'importance de la gouvernance participative au sein

du régime démocratique du Botswana. La déclaration de mission implique donc que le Parlement s'engage en faveur de la réalisation de la notion de démocratie participative.

Dans son cadre stratégique (2016-2023), le Parlement s'engage également à promouvoir l'engagement et la participation du public afin de renforcer le Parlement et d'améliorer la gouvernance responsable au Botswana.

Le modèle de participation du public pour la NAB tient donc compte du rôle du parlement en tant que représentant du peuple et, par conséquent, de la prise de décisions en son nom. Étant donné que les représentants parlementaires retournent généralement vers leurs électeurs à chaque élection générale, il est donc tout à fait logique que le Parlement reste en contact permanent avec les gens qu'il représente afin qu'il reflète mieux les intérêts et les souhaits de l'électorat. Les lois qu'il promulgue et le contrôle qu'il exerce refléteront davantage la société s'il collaborait avec le public et le faisait participer tout au long de son mandat. La participation du public exige donc qu'il y ait une participation directe du public aux travaux du parlement et qu'il y ait un débat ouvert entre le public et ses représentants parlementaires et les décideurs.

L'objectif de ce modèle est de fournir un cadre dans lequel les pratiques de participation du public de la NAB peuvent être planifiées et exécutées de manière à ce que le public ait la possibilité de participer, qu'il soit mieux informé et qu'il soit plus impliqué et, enfin, que les travaux du Parlement reflètent mieux la volonté de la population.

Le modèle de participation du public vise en outre à promouvoir les valeurs de bonne gouvernance et de redevabilité. Le modèle reconnaît le droit qu'ont toutes les personnes de participer aux processus décisionnels qui les concernent. Elle exige que le Parlement reconnaisse la valeur intrinsèque de tous les peuples et leur capacité à enrichir le travail du Parlement.

Le modèle de participation du public a donc été élaboré avec les objectifs suivants :

- **Sensibiliser davantage le public** aux fonctions législatives, de contrôle et de représentation du Parlement.

- **Accroître le niveau de compréhension du** Parlement et de ses fonctions
- **Accroître le niveau de participation du public** à l'élaboration des lois, au contrôle et aux autres fonctions du Parlement.
- Définir clairement la participation du public dans le contexte parlementaire;
- Détailler les rôles et responsabilités des principaux acteurs politiques et administratifs pour la participation du public au parlement;
- Identifier et détailler les mécanismes de participation du public au parlement;
- Établir des partenariats avec les parties prenantes concernées;
- Offrir au public des possibilités de participation;

Mécanismes et Outils pour la Participation du Public

Le Parlement du Botswana a adopté plusieurs mécanismes et outils de participation du public pour atteindre ses objectifs en matière de participation du public. Ces mécanismes constituent une liste dynamique de programmes à partir desquels le mécanisme approprié est sélectionné pour une situation particulière ou pour atteindre un résultat particulier. Deux études de cas seront présentées ci-dessous ;

Etude de Cas 1 – Surveiller la Prestation de Service

Le tableau de bord communautaire

Le tableau de bord communautaire (CSC) est un outil participatif de suivi et d'évaluation communautaire qui permet aux citoyens d'évaluer la qualité des services publics et d'interagir avec les prestataires de services pour exprimer leurs préoccupations. Il s'agit d'un outil de suivi communautaire qui est un hybride des techniques d'audit social, de suivi communautaire et de bulletins de rapports citoyens. Le CSC est un instrument utilisé pour extraire la responsabilité sociale et publique et la réceptivité des fournisseurs de services. Il sert à informer les membres de la communauté des services

disponibles et de leurs droits et à solliciter leurs opinions sur l'accessibilité et la qualité de ces services. En offrant une occasion de dialogue direct entre les fournisseurs de services et la collectivité, le processus du CSC permet au public d'exprimer son opinion et d'exiger une meilleure prestation des services.

Le but ultime du SCC est d'influer sur la qualité, l'efficacité et la responsabilisation des services.

Une approche axée sur le tableau de bord fournit ;

1. la capacité aux membres de la communauté de fournir des commentaires directement aux prestataires de services
2. Un moyen de partager systématiquement les commentaires d'une manière transparente et structurée qui permet d'agir et de rendre des comptes
3. Un lien direct entre les prestataires de services, les administrateurs et leur communauté
4. Une occasion de recueillir des informations qui peuvent être utilisées par les prestataires de services pour améliorer les services de soins de santé d'une manière éclairée qui répond directement à leur clientèle

Les tableaux de bord communautaires sont un puissant levier de changement, car elles fournissent un moyen par lequel les collectivités et les prestataires de services peuvent s'associer pour identifier et mettre en œuvre ensemble des améliorations positives. La force de l'outil et du processus du CSC réside dans le fait qu'ils mettent l'accent sur la réponse immédiate aux scores ainsi que sur la prise de décisions et l'action conjointes entre tous les intervenants. Les prestataires de services reçoivent une rétroaction immédiate dans un espace qui permet un dialogue mutuel entre les membres de la communauté et les fournisseurs autour des indicateurs et des scores. De même, les actions d'amélioration sont identifiées ensemble et les deux groupes assument la responsabilité de leur mise en œuvre et de leur suivi. En travaillant ensemble, le tableau de bord cherche à créer une dynamique collaborative et constructive entre toutes les parties prenantes qui se traduit par l'action, la redevabilité et un changement positif.

Une approche axée sur le tableau de bord fournit aux communautés et aux prestataires de services des données qu'ils peuvent utiliser pour mesurer l'impact au fil du temps et utiliser pour plaider en faveur de mesures visant à améliorer la prestation de services de la part des parties prenantes gouvernementales et non gouvernementales.

L'Assemblée nationale du Botswana a déployé cette initiative dans 7 des 12 districts de juin à juillet 2022, par l'intermédiaire de cinq comités de portefeuille suivants ; Santé, VIH et sida ; l'éducation et le développement des compétences ; Finances, Commerce et Développement économique ; l'Agriculture, les terres et le logement ; et la gouvernance locale et la protection sociale.

OBJECTIFS

L'objectif principal est que le Parlement, par l'intermédiaire de comités de surveillance identifiés, mène un processus participatif de suivi et d'évaluation qui place la responsabilité de la prestation des services entre les mains du gouvernement et des bénéficiaires de services. Grâce à des tableaux de bord élaborés autour de secteurs et de services identifiés, les collectivités et les départements d'exécution restent en contact avec les progrès réalisés tout au long du cycle d'exécution du programme et sont en mesure de réagir rapidement aux défis.

Le Parlement cherche en outre à :

- Améliorer la redevabilité en ce qui concerne la mise en œuvre du Plan de relance et de transformation économiques et la mise en œuvre des politiques de transformation existantes au Botswana, dans le but de faire passer le Botswana au statut de pays à revenu élevé d'ici 2036.
- Amélioration de la prestation de services
- Amélioration du suivi et de l'évaluation
- Établissement d'un consensus et confiance du public à l'égard du gouvernement
- Promouvoir la démocratie participative

La mise en œuvre du CSC a été mise en œuvre avec succès, et des fiches d'évaluation ont été élaborées dans diverses collectivités du pays pour

surveiller la prestation des services. Des comités de suivi ont également été créés parmi les communautés participantes, avec la responsabilité de suivre les progrès, de réévaluer les échéanciers et de transmettre les problèmes aux bureaux des députés de la région. Les bureaux des députés de la région constituent donc une partie prenante essentielle dans l'ensemble du processus, étant responsables de porter les questions devant des instances supérieures en vue d'une résolution ultérieure. Les cinq comités de portefeuille concernés ont également préparé leurs rapports sur les constatations relatives aux différents secteurs pour adoption et suivi par le Parlement.

Étude de cas 2 - Tirer parti des TIC

Le Botswana parle – Le Kgotla numérique

Le Botswana a été salué comme un *modèle pour la démocratie* en Afrique, grâce à son adhésion à l'état de droit, à la paix et à la stabilité. Depuis son indépendance en 1966, le Botswana a tenu des élections libres et régulières. La riche histoire, la culture et les institutions solides du pays ont grandement influencé ses jalons réussis qui se sont traduits par le développement économique.

La consultation ou *Therisanyo*, comme on l'entend généralement, a joué pendant des siècles et au-delà un rôle vital dans les entreprises quotidiennes de chaque unité de la société au Botswana. Cela s'étend de l'unité familiale à la plus haute étant la Nation. La consultation est une coutume à l'échelle mondiale, faite de manière à assurer une facilitation harmonieuse du changement, des développements, des accords multilatéraux et bilatéraux à mettre en œuvre. Par conséquent, les Botswanais accordent une grande importance et un grand respect au *Morero*, c'est à ce moment que les consultations prennent effet.

Le Kgotla demeure la plate-forme et le lieu où les communautés convergent pour des consultations comme c'est la tradition de la terre. C'est la pierre angulaire de la démocratie botswanaise où les principes de liberté d'expression, de participation ou de *mmualebe* en setswana sont inscrits

depuis des temps immémoriaux. Ces principes ont imprégné et influencé la transition du Botswana vers une démocratie multipartite, où les consultations continuent de constituer la base de la planification du développement national, de la communauté et de l'édification de la nation.

Cherchant à améliorer cette méthode éprouvée pour la facilitation du dialogue entre les citoyens et les dirigeants, il a été constaté que les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent être utilisées pour accroître la participation des citoyens au dialogue politique et renforcer davantage la démocratie au Botswana, d'où la naissance de *Botswana Speaks (le Botswana parle)*.

Botswana Speaks est une initiative parlementaire visant à renforcer la démocratie par la participation du public et le dialogue politique. Il s'agit de renforcer le rôle représentatif du député et de bâtir un Parlement et un gouvernement réceptifs pour améliorer la prestation des services.

Botswana Speaks a été mis à l'essai avec succès dans les quatre circonscriptions de **Nata/Gweta, Maun West, Boteti North et South East** d'avril 2013 à mars 2014. La phase pilote du projet Botswana Speaks était un projet de partenariat entre le Parlement du Botswana, eGovlab (Université de Stockholm), Gov2u (organisation non gouvernementale basée en Suède) et le Conseil suédois du commerce.

À la suite du succès du projet pilote, le rapport de la phase pilote a été adopté par la 10^e législature et a recommandé un déploiement dans toutes les circonscriptions pendant la NPD11.

Botswana Speaks s'agit donc faire entendre sa Voix et de ne laisser personne de côté tout en améliorant et en comblant le fossé entre nos systèmes de consultation traditionnels (réunions Kgotla) en tirant parti des nouvelles technologies.

Botswana Speaks utilise une plate-forme (système de gestion des cas), qui est basée sur le Web (une application mobile suivra), permettra aux citoyens d'envoyer des messages directement via un système en ligne à l'aide d'ordinateurs, d'ordinateurs portables, de tablettes et de smartphones. Les messages sont téléchargés automatiquement dans un outil de suivi et

consultés régulièrement par les députés pour réponse. Il a deux composantes intégrées ;

uSpeak-pour que les électeurs soumettent des questions, des opinions relatives à leur circonscription. **uSpeak** permettra également aux électeurs d'être en contact avec leurs députés ou de leur demander des informations.

Speak4Yourself -permet aux électeurs de discuter, de voter (sondages), de faire connaître leur position sur les questions et la législation devant le Parlement. Cela permettra aux électeurs d'avoir davantage leur mot à dire et de jouer un rôle plus important dans l'élaboration des politiques et les motions déposées par leurs députés respectifs au Parlement.

La nécessité du Botswana parle

Une observation clé est qu'au-delà du vote, les contacts entre les électeurs et leurs représentants sont actuellement *limités*. Cela peut être dû à une foule de raisons telles que l'immensité du pays ainsi que le temps limité des députés pour être dans leurs circonscriptions respectives et être en mesure de s'engager activement avec leurs électeurs. Botswana Speaks révolutionnera la façon dont les députés, le Parlement et le gouvernement interagissent avec les citoyens.

Ce que Botswana Speaks fera

- Accroître la participation des citoyens au processus démocratique
- Améliorer la communication entre les élus et les citoyens
- Réduire la fracture numérique entre les communautés rurales et urbaines
- Exploitez les opportunités offertes par le taux de pénétration de plus de 100% de la téléphonie mobile au Botswana
- Accroître l'adoption et l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) au Botswana.

Le pouvoir de communiquer avec votre MP 24/7, 365

La plateforme permet aux électeurs de communiquer avec leurs députés 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, 365 jours par an et de saisir et de transmettre efficacement leurs suggestions et leurs opinions sur des questions relatives à la prestation de services et à l'élaboration de politiques, entre autres, en un clic sur votre ordinateur ou tout appareil intelligent ou mobile.

Le Botswana Speaks est GRATUIT

L'utilisation de la plateforme Botswana Speaks est très simple et l'accès est rendu facile que vous soyez à la maison ou au bureau. Pour les citoyens qui n'ont pas accès à Internet, Botswana Speaks est accessible gratuitement dans les bureaux de circonscription où il y a des agents dédiés à Botswana Speaks pour aider le public, que ce soit lors de l'inscription ou de l'utilisation de la plate-forme.

Plate-forme basée sur textos

Pour ceux qui n'ont pas accès à Internet ou qui n'ont pas d'appareil intelligent mais qui ont un téléphone GSM, le Botswana Speaks est toujours accessible via la plate-forme texto. Pour accéder à la plate-forme, il faut d'abord s'inscrire en ligne ou avec l'aide du bureau de circonscription local du Parlement.

Le Botswana parle : officiers de circonscription du Botswana parle :

Chacun des 57 bureaux de circonscription du Parlement à travers le Botswana a un responsable dédié à Botswana Speaks basé dans chaque bureau. Les fonctionnaires reçoivent une formation approfondie sur les fonctions du Parlement et sur l'utilisation de la plate-forme Botswana Speaks et sont prêts à répondre à toutes les questions si elles se posent et à veiller à ce que chaque Botswana ait accès à la plate-forme, indépendamment de son âge, de son sexe, de sa religion et/ou de son affiliation politique.

Le programme est également désormais intégré dans d'autres programmes nationaux de TIC, en particulier le programme de connectivité villageoise qui vise à connecter tous les villages à une connexion Internet à large bande.

L'accès gratuit à Internet dans les espaces publics permet également la connectivité à Botswana Speaks grâce à l'initiative Smart Botswana de bénéficier des services gouvernementaux en ligne. À cet égard, il est très évident que même au niveau de l'exécutif, l'accès du public et le sens significatif demeurent une priorité en tant que catalyseur du développement national.

Faites entendre votre voix!

Botswana Speaks renforce la voix des citoyens tout en aidant les élus à devenir plus efficaces et à diriger des institutions transparentes en :

- Offrant aux citoyens et à la société civile la possibilité de participer individuellement et collectivement à un processus hautement démocratique, en préservant leur sécurité et leur vie privée sans compromis.
- Apportant l'optimum des nouvelles technologies et des meilleures pratiques pour servir la société et tenir tout le monde au courant de ce qui est actuellement tendance dans ce domaine en constante évolution.

En tant que Parlement du Botswana, nous nous efforçons de passer d'une simple démocratie représentative, où les citoyens ne se contentent pas de participer à l'élection de leurs représentants lors des élections, à une démocratie participative dans laquelle les citoyens sont actifs et impliqués dans la prise de décision sur une base continue.

Une citoyenneté active mènera à une démocratie plus ouverte, dynamique et robuste et fera en sorte que le Parlement soit perçu comme un espace public où le public peut dialoguer avec ses représentants élus et participer aux processus de gouvernance et de prise de décisions qui le concernent.

Suivi et évaluation

Le suivi et l'évaluation de la participation du public permettront donc au parlement non seulement de s'informer sur la mise en œuvre des programmes et d'utiliser ces connaissances pour prendre des décisions à leur sujet, mais aussi de fixer des objectifs et de concevoir des programmes

efficaces, de les adapter à l'évolution des circonstances et de les améliorer en cours de route. Le suivi et l'évaluation de ces initiatives dans le cadre du modèle de participation du public comprendront *notamment* les éléments suivants :

- Élaboration et mise en œuvre d'un outil de suivi et d'évaluation
- Tous les documents conceptuels et plans de projet relatifs à la participation du public doivent être fournis à l'équipe/ au comité de participation du public avant la mise en œuvre ;
- Des rapports de mise à jour réguliers doivent être compilés et examinés lors des réunions de l'équipe/ du comité de participation du public
- L'équipe de participation du public doit se réunir régulièrement pour recevoir des rapports et des mises à jour sur les diverses activités de participation du public qui ont lieu. Une journée fixe une fois par semaine ou à fréquence bimensuelle peut être envisagée.
- Élaboration et mise en œuvre d'un mécanisme d'établissement de rapports
- Dépôt et publication des rapports
- Mise en place d'un mécanisme de retour d'information
- Comment la rétroaction doit être soumise. A l'écrit, dans un rassemblement public, publication dans la presse, diffusion à la radio à la télé etc.

Conclusions

À la base, ce qui distingue un parlement démocratique des autres pouvoirs du gouvernement, c'est que ses membres sont élus par les citoyens d'un pays et les représentent directement. Une grande partie de la littérature a été développée sur les fonctions législatives et de contrôle d'un parlement et d'un député, mais le rôle du député dans la circonscription est pratiquement inaperçu. La participation du public ne devrait pas être considérée comme un supplément aux processus parlementaires. Il est impératif que la participation du public soit intégrée dans les processus et les systèmes du Parlement et dans les diverses composantes

organisationnelles. Par exemple, l'intégration de la participation du public dans tous les comités garantira que le public sera impliqué dans les fonctions législatives et de contrôle du Parlement.

C'est ce dialogue qui est si important pour le travail d'un député et du parlement. Les citoyens doivent avoir accès à l'information sur ce qui se passe au parlement et sur les positions prises par leur député. En retour, les citoyens doivent disposer de moyens pour donner leur avis et leurs contributions aux travaux du parlement. Dans une démocratie qui fonctionne, les citoyens ont des connaissances et des opinions sur les différents projets de loi à l'examen. Ils ont également accès à des informations sur la façon dont le gouvernement met en œuvre les lois et dépense l'argent de leurs impôts. Cette information doit être utilisée pour assurer un contrôle adéquat du pouvoir exécutif du gouvernement.

REFERENCES

- *Le rôle du Parlement dans la mise en œuvre des objectifs de développement durable : un manuel parlementaire : extrait de* - <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/parliaments%20role%20in%20implementing%20the%20SDGs.pdf>
- *Association internationale pour la Participation du Public (IAP2).* www.iap2.org

- *Parlement et démocratie au XXIe siècle : guide des bonnes pratiques.* <http://archive.ipu.org/dem-e/guide/guide-4.htm>
- *ParlAmericas. Participation citoyenne et processus législatif.* <http://parlamericas.org>
- *AGORA. Sensibilisation du Parlement.* <https://agora-parl.org>
- *Modèle de participation publique au Parlement du Botswana, 2018*
- *Constitution de la République du Botswana*
- *Règlement Intérieur de l'Assemblée Nationale du Botswana, 2017*

REFERENCES

- i. *Role du Parlement dans la mise en oeuvre de Objectifs pour le Developpement Durable : Un manuel parlementaire, extrait de -* <https://www.undp.org/sites/g/files/zskgke326/files/publications/parliaments%20role%20in%20implementing%20the%20SDGs.pdf>
- ii. *Association internationale pour la Participation du Public (IAP2).* www.iap2.org
- iii. *Parlement et démocratie au XXIe siècle : guide des bonnes pratiques* <http://archive.>

ADDENDUM

(INSERER DES GRAPHIQUES D'INFORMATION TIRES DE LA PLATEFORME QUI ILLUSTRONT DES CAS/ DES REQUETES, DETAILS, DOSSIERS FERMES / OUVERTS, ETC)